

Résolution sur Madagascar

2017/2963(RSP) - 16/11/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur Madagascar.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Tout en saluant les élections d'octobre et de décembre 2013, le Parlement a rappelé aux autorités malgaches, et en premier lieu à son président Hery Rajaonarimampianina, qu'il leur incombait de **soutenir et de protéger les droits de leurs concitoyens** se trouvant dans tout le pays ainsi que de **respecter l'état de droit**.

Il a invité la communauté internationale à adopter toutes les mesures utiles **pour que les élections présidentielles de 2018 soient libres et régulières** en rappelant que seuls le dialogue et le consensus entre tous les acteurs politiques étaient susceptibles de garantir la tenue d'élections crédibles dans les délais prévus.

Les autorités malgaches ont été appelées à:

- mener des enquêtes impartiales systématiques sur les exécutions extrajudiciaires impliquant des agents des forces de l'ordre;
- respecter leurs obligations découlant de la CITES, notamment en renforçant l'application effective des lois contre l'exploitation illégale des forêts et le trafic d'espèces de bois;
- mettre fin aux actes de harcèlement et d'intimidation de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme et de militants écologistes arrêtés arbitrairement pour de fausses accusations;
- laisser la justice faire son œuvre en toute indépendance dans le cas de Claudine Razaimamamonjy, arrêtée pour détournement de fonds publics, et dans tous les cas de corruption active et passive.

De son côté, l'Union européenne devrait :

- s'investir dans le soutien et la protection des défenseurs des droits de l'homme, notamment par l'octroi urgent de subventions au titre du fonds d'urgence pour les défenseurs des droits de l'homme en danger de l'IEDDH (Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme);
- veiller à ce que les préparatifs des élections présidentielles prochaines n'excluent personne, soient transparents et soient acceptés par tous.